

De « KEM ONE » à « KEM TWO » : ou du ministère du « Redressement Productif » à la succursale du MEDEF.

Le changement à la HOLLANDE est mis en lumière !

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT, ses syndicats, avec les salariés de nos industries, dénoncent les manipulations d'un ministère intitulé « Redressement Productif » qui s'est mis au service des multinationales, trompant, abusant les travailleurs confrontés à des suppressions d'emplois, à des fermetures d'entreprises et d'activités industrielles essentielles pour le pays.

Les salariés qui luttent avec courage percent quelquefois la toile des médias sur le plan national, interpellant la collectivité sur leur avenir, les enjeux de leur industrie. Les autres, des milliers, sont envoyés à Pôle Emploi dans l'indifférence.

Les SANOFI, GOODYEAR, PETROPLUS, KEM ONE, LYONDELLBASELL, comme d'autres ont été reçus par le ministère du « Redressement Productif », un titre que le **MEDEF** partage puisqu'il est synonyme, non de relance industrielle, mais de redressement des marges, des profits. Que sort-il de ces rencontres ?

Le ministère tient un langage identique à tous : « **On est avec vous, mais vous devez nous aider... On voit vos patrons, les divers responsables, et croyez-nous, on ne leur fait pas de cadeaux..., mais il faut être réalistes...** ». Pour finir sur le

couplet « **je vous dis des choses, mais ça reste entre nous, attention...** ».

Et toujours au final des échanges, des actes qui servent les attentes des directions d'entreprises, masquant leurs responsabilités et accompagnant leurs stratégies.

Le catalogue édité dernièrement par ce ministère sur « une Industrie à l'horizon 2025 » représente en réalité le « carnet de courses » conçu par les diverses branches professionnelles du MEDEF, débuté par les Etats Généraux instaurés par SARKOZY et poursuivis par HOLLANDE sans rien changer en dehors de son titre, devenu Conseil National de l'Industrie.

Les KEM ONE sont une création d'AR-KEMA de par sa décision de se séparer de son pôle d'activités vinyliques

avec pour seul souci de valoriser son rendement financier. Ceci a pour conséquence de menacer 1800 salariés, plus les milliers de salariés travaillant dans la sous-traitance : plus de 20 000 emplois au total sont en jeu.

Depuis quelques temps, la CGT déploie une activité intense, en recherchant par elle-même des projets industriels pour l'avenir des salariés et du pays.

L'action des travailleurs butte devant deux difficultés, deux responsables et coupables au même niveau : le ministère qui agit comme VRP des entreprises, et le patronat qui trouve une aide dans ses projets de casse.

Après le « KEM ONE » créé par ARKEMA arrive « KEM TWO » préparé par le ministère.

Alors que de multiples repreneurs ont été rejetés, jugés peu sérieux par le ministère pour les LYONDELLBASELL, les PETROPLUS, manquant de moyens financiers selon lui, à l'inverse, en pleine contradiction, pour les KEM ONE, ce même ministère veut les céder à des repreneurs du même acabit que les KLEICH, sans aucun scrupule.

Les projets portés par ce ministère, asservi aux intérêts des multinationales, ont en commun une réalité : aucun d'eux n'apporte des actifs financiers dignes des besoins de cette industrie, et tous font appel à des fonds publics que les citoyens payent par leurs impôts.

Le projet CGT, lui, demande à l'inverse un peu de courage politique pour mettre face à leurs responsabilités ARKEMA/TOTAL, et à impliquer la BPI, ins-

trument politique et financier mis en place par l'ETAT pour ces situations, permettant ainsi de construire un projet industriel d'importance nationale et viable sur le long terme.

L'ETAT doit mettre son action au service de la population, de ceux qui les ont élus, et non être au service du MEDEF. Sa mission d'intérêt général ne saurait être réduite à celle des intérêts financiers de quelques industriels plus rapaces que ne l'ont été les banques.

Une véritable industrie nationale se construit dans un pays par des décisions courageuses, avec une implication forte de la puissance publique dans les secteurs où elle doit décider, et non suivre ceux qui l'ont mise à mal, voire détruite dans beaucoup de secteurs entièrement importés aujourd'hui pour répondre aux besoins de la population et du pays.

Les activités industrielles de KEM ONE, tout comme toutes celles citées ci-dessus, sont essentielles pour le pays, les activités industrielles en amont et en aval ayant leur destin lié. L'ETAT doit reprendre en mains ces secteurs indispensables pour le pays.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT, pleinement engagée dans la bataille pour la reconquête d'une industrie nationale, forte des savoirs et professionnalisme des salariés, de la recherche à la production, met le gouvernement face à ses responsabilités. Il doit changer sa politique pour servir les intérêts du pays, des salariés, de la population.

CONTACT PRESSE :

Carlos MOREIRA, Secrétaire Général de la FNIC-CGT :

06 76 78 53 61

Philippe LEMARCHAND, Coordinateur CGT/KEM ONE :

06 86 82 56 97

Jérôme GUILLEMIN, Délégué Syndical Central CGT/KEM ONE :

06 09 44 47 23